

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION GENERALE DE LA
SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES – PROJET ObSis –
ENTREPOT NATIONAL DE DONNEES**

Le 17 novembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 octobre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis</i>	<i>Adapter le Patrimoine Optimiser la gestion financière du patrimoine</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la Fonction publique,*
- *le règlement général sur la protection des données à caractère personnel,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

La Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC) a décidé de se doter d'un entrepôt national de données de la Sécurité civile.

La première partie de ce projet consiste en la réalisation d'un entrepôt des données opérationnelles des Services d'incendie et de secours (Sis). Par données opérationnelles, il faut comprendre les faits relatifs aux appels, aux interventions, aux engins et personnels engagés ainsi que les faits relatifs aux victimes.

L'objectif est de disposer de données quotidiennes là où la remontée est aujourd'hui annuelle (via l'enquête InfoSdis) et surtout d'avoir une base commune sur laquelle appliquer des règles de comptage et de calcul uniques de sorte à construire des indicateurs parfaitement homogènes.

Cet entrepôt national, géré par la DGSCGC, servira de base aux travaux et études menées par la DGSCGC et de socle à l'outil de visualisation, et diffusion, de ces données.

Après une première phase réalisée avec 7 Sis de la zone sud qui a permis de réaliser un démonstrateur et valider le modèle d'échange, la DGSCGC souhaite conforter la démarche en associant des Sis volontaires au cours du premier trimestre 2023.

La montée en charge à l'échelle nationale se fera ensuite progressivement d'ici fin 2024.

Entièrement supporté par la DGSCGC, au-delà d'un équivalent de 3 jours agents pour le démarrage, le processus d'échange s'appuiera sur les entrepôts de données du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (système d'information décisionnel).

Même si le périmètre ne couvre pas la complétude de l'enquête annuelle InfoSdis, ce raccordement offre un gain immédiat en termes de temps agents.

Aussi, il est proposé à notre établissement de faire partie de cette seconde vague.

A cette fin, une convention doit donc être conclue entre la DGSCGC et le Sdis. Le document est joint en annexe. Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sdis partage ses données auprès la DGSCGC.

Il convient de noter les points suivants relatifs à cette convention.

Les droits concédés à la DGSCGC par le Sdis aux termes de la convention, le sont à titre gracieux. En contrepartie, la DGSCGC s'engage à communiquer au Sdis les analyses qu'elle réalise.

Le projet d'entrepôt national intègre la production d'indicateurs et d'analyses qui permettent la mise en perspective des données des SIS. Un outil de type observatoire sera construit et un accès sera fourni au Sdis.

La convention n'est aucunement une cession de droits de propriété intellectuelle du Sdis à la DGSCGC, mais une simple mise à disposition des données dans les conditions définies dans la convention.

Dans le respect du règlement général sur la protection des données à caractère personnel, aucune donnée à caractère personnel ou nominative n'est remontée au niveau de la DGSCGC (anonymisation faite localement avant transmission à la DGSCGC).

Aucune revente de données transmises dans le cadre de cette convention par le Sdis à la DGSCGC ne peut être effectuée par cette dernière.

Le Sdis met tout en œuvre pour assurer la fiabilité des données collectées.

Cependant, l'exactitude, la mise à jour, l'intégrité et l'exhaustivité de ces données ne peuvent être totalement garanties par le Sdis. Il appartient à la DGSCGC d'apprécier sous sa responsabilité entière et exclusive l'opportunité d'utiliser les données.

Un comité de pilotage et de suivi de la convention sera mis en place.

Il est prévu que la convention de partenariat soit conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature par chacune des parties et reconductible 3 fois par tacite reconduction.

L'annexe 1 indique la nature des informations qui seront transmises (appels, interventions, victimes, engins engagés, agents engagés, plannings des agents).

Les données seront reprises depuis le 1er janvier 2018 et ensuite conservées 10 ans.

Les données qui seront collectées depuis le Sdis ne contiendront aucun champ de texte libre type commentaire ou observation.

L'annexe 2 concerne les prérequis techniques pour la transmission des données (serveurs informatiques, logiciels) et l'annexe 3 les aspects liés aux accès, la sécurité et les traitements automatisés.

Concernant les prérequis techniques, le Sdis n'a pas à effectuer de dépenses d'investissement supplémentaires car il est possible d'utiliser nos équipements existants et les licences des logiciels déjà en notre possession.

En conséquence, je vous propose d'approuver les modalités de la convention de partenariat et de m'autoriser à la signer, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER